

Communiqué de Presse

Pour plus d'information, veuillez contacter Isaac Asare, +233 244 86 9823

Les Femmes Africaines moins actives en politique et la peur des violences de campagne

Le soutien des Africains pour l'égalité des femmes est de plus en plus répandu, mais la réalité de chaque jour pour de nombreuses femmes reste caractérisée par le fait qu'elles font l'objet de désavantage et de discrimination. Et tandis que la plupart des gouvernements africains obtiennent généralement de bonnes notes pour leur performance dans l'autonomisation des femmes, la lutte pour l'égalité des droits et des chances pour les femmes est loin d'être gagnée surtout pour les femmes en Afrique du Nord.

Une préoccupation qui demeure est que les femmes sont moins susceptibles d'être des citoyens actifs. Non seulement sont-elles moins susceptibles à s'inscrire pour voter et pour être élues en nombres plus élevée que les hommes, mais elles sont aussi beaucoup moins susceptibles que les hommes à déclarer qu'elles ont pris contact avec les dirigeants et qu'elles s'engagent dans d'autres formes de participation.

En outre, les femmes sont également plus susceptibles à craindre d'être victimes d'intimidation ou de violence politique, plus que les hommes dans les pays où la peur de l'intimidation et de la violence politique - tant chez les hommes que chez les femmes - est à son niveau le plus élevé.

Les résultats, publiés ce jour 27 Mars 2014 dans le rapport "Les Africains soutiennent l'égalité des femmes, mais la discrimination reste omniprésente, et l'Afrique du Nord est à la traîne », révèle que les femmes restent nettement pénalisées par rapport aux hommes dans leur vie quotidienne, en dépit des progrès importants réalisés par le gouvernement et la société civile.

Principaux résultats

- Les femmes sont également moins susceptibles d'exercer leurs droits politiques que les hommes. Elles sont moins enclines à s'inscrire pour voter (8 % pour les femmes non enregistrées, contre 5% pour les hommes) et moins susceptibles de voter (68 % de femmes contre 73 %). Les femmes communiquent peu avec les dirigeants et sont moins enclines à s'engager dans d'autres formes de participation politique.
- Les femmes sont également confrontées à une discrimination généralisée dans leurs occupations quotidiennes. Quatre africains sur dix (40 %) pensent que les femmes sont «souvent» ou «toujours» traités injustement par les employeurs. Un nombre similaire (41%) dit que les chefs traditionnels font des

¹ Botswana, Cape Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Uganda and Zambie

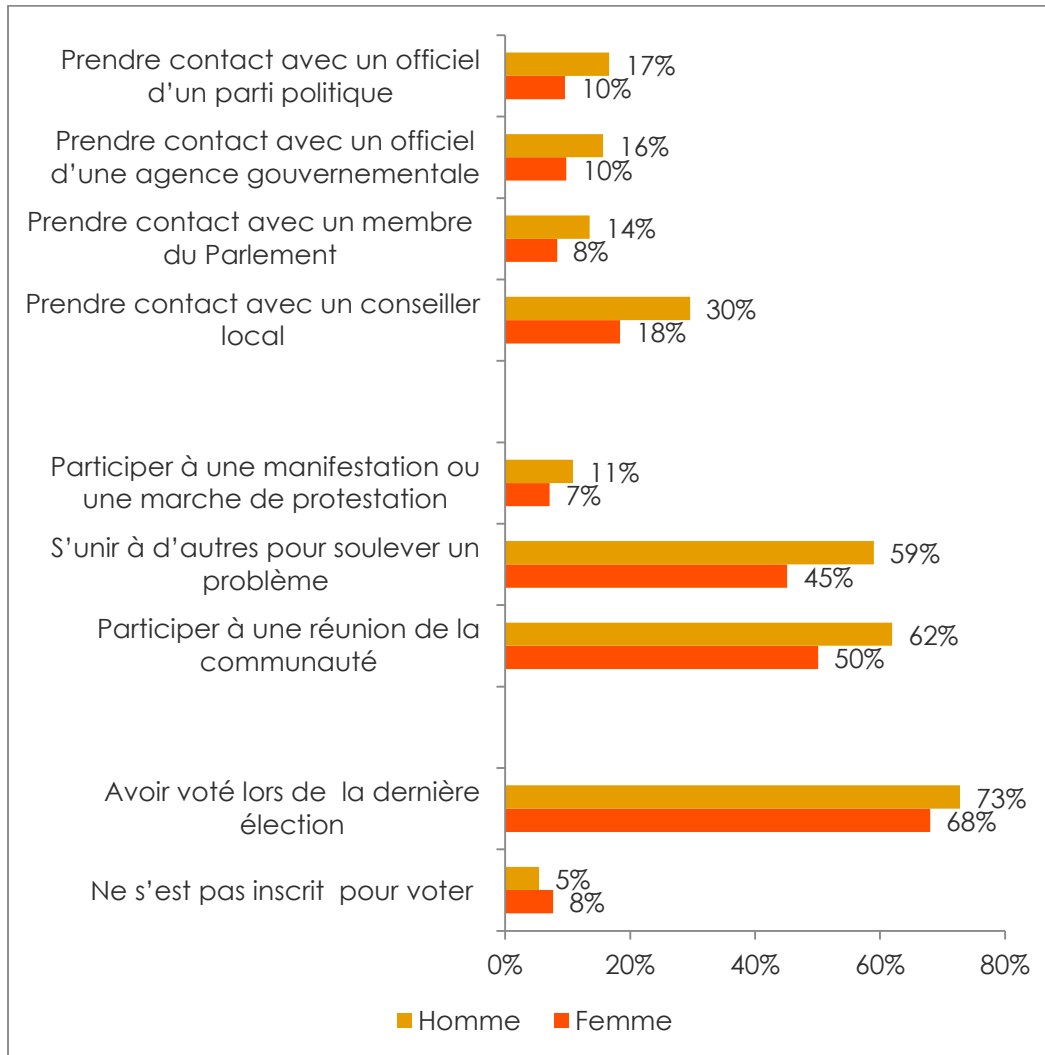
traitements injustes à leur égard, et un sur trois (33 %) affirme que la police et les tribunaux ne traitent pas les femmes sur une base égalitaire.

- Près des trois quarts (72 %) des femmes dans 34 pays disent que les femmes devraient avoir les mêmes droits que les hommes plutôt que d'être soumise à la loi traditionnelle. Dans 15 pays¹ où Afrobaromètre a enquêté à propos de l'égalité des droits depuis 2002, le soutien à l'égalité s'est accru, passant de 68 % en 2002 à 73% en 2012.
- De même, 68 % pensent que les femmes sont aussi capables que les hommes d'être les dirigeants politiques, dans une proportion de 74% d'africains de l'Est, mais seulement de 50 % de Nords-Africains.
- Pourtant, dans les 34 pays de l'enquête, 26 % des femmes ont déclaré ne jamais avoir aucune éducation formelle, comparativement à 19 % des hommes. Seize pour cent des hommes ont des études postsecondaires, comparativement à seulement 11 % des femmes.
- Bien qu'un grand nombre parle de l'inégalité entre les sexes, la plupart des gens (59%) disent que leurs gouvernements avancent «moyennement» ou «très bien» dans l'autonomisation des femmes, avec une majorité dans 27 des 34 pays. Les exceptions notables sont le Nigeria et l'Egypte, où 65 % disent que leurs gouvernements font des progrès «moyens » ou «négligeables » dans l'autonomisation des femmes.
- Les femmes s'en sortent nettement moins en Afrique du Nord (Algérie, Egypte, Maroc, Soudan et Tunisie). Ces pays ont collectivement les niveaux les plus bas de soutien pour le leadership des femmes, et la plus haute fréquence de la discrimination. Il existe également des écarts importants entre les hommes et les femmes sur de nombreuses questions, y compris la capacité des femmes à servir en tant que président ou premier ministre d'un pays musulman (soutien de 55% chez les femmes, 36 % chez les hommes) et le soutien à l'égalité des droits pour les femmes dans la prise de l'initiative du divorce (soutien de 56% chez les femmes, 39 % chez les hommes).

¹ Botswana, Cape Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Uganda and Zambie

Chartes

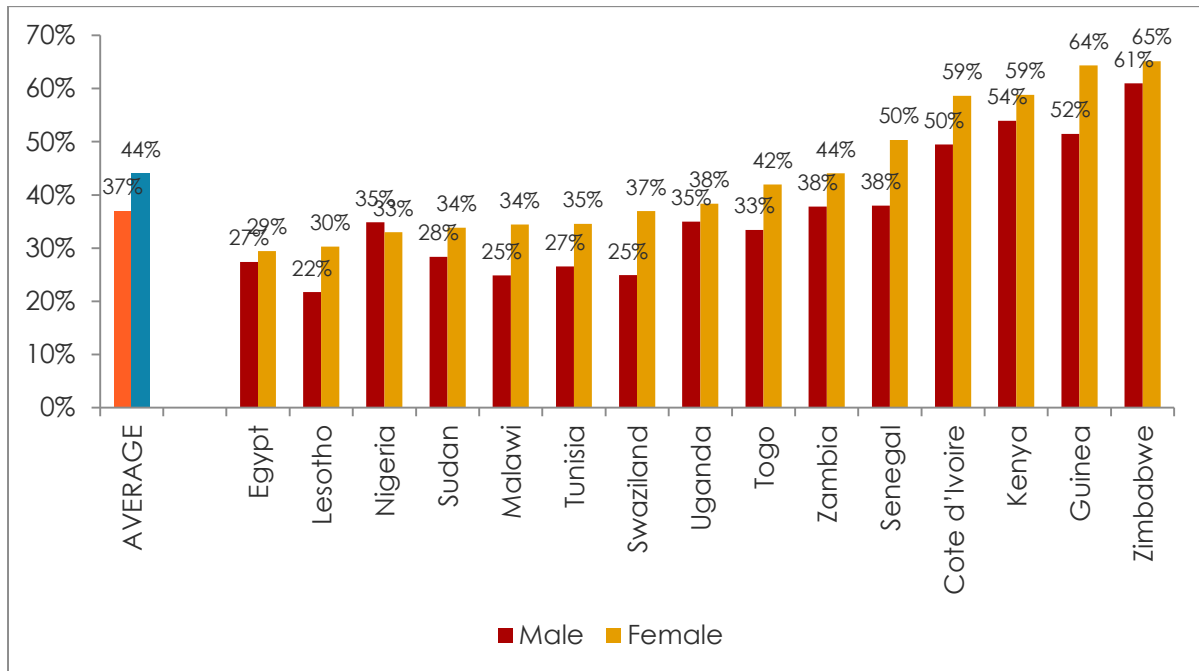
Figure 1: Proportions de citoyens actifs par genre
 | 34 pays | 2011-2013



On a demandé aux participants: Voici une liste d'actions que les gens prennent parfois en tant que citoyens. Pour chacun de ceux-ci, s'il vous plaît veuillez me si vous, personnellement, avez effectué aucune de ces choses au cours de la dernière année. (% Qui dit oui, au moins une fois dans l'année écoulée)

¹ Botswana, Cape Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Uganda and Zambie

Figure 2: Les pays ayant les niveaux les plus élevés d'intimidation politique | par genre | 15 pays | 2011-2013



On a demandé aux participants: Pendant les élections, à quel degré avez-vous eu peur d'être victime d'intimidation ou de violence? (% Qui ont dit qu'ils étaient un peu à très peur)

Afrobaromètre

Afrobaromètre mesure l'atmosphère sociale, politique et économique en Afrique. Les Enquêtes Afrobaromètre sont menées dans de nombreux pays africains dont la Tunisie et se répètent selon un cycle régulier. L'instrument de l'enquête s'appuie sur une série de questions dans tous les pays participants, mais il ya aussi une série de questions spécifiques au pays qui traitent des questions pertinentes au sein de chaque pays.

Les données Afrobaromètre de la 5e phase ont été recueillies à travers le continent de 2011 à 2013. L'enquête pose des questions sur un large éventail de sujets comme la démocratie et la gouvernance, l'économie, les perceptions des citoyens de leurs dirigeants et institutions, la décentralisation et le gouvernement local, les conditions de vie, les perceptions de la corruption, la sécurité, l'identité nationale et ethnique, ainsi que les médias et les préférences électorales.

¹ Botswana, Cape Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Uganda and Zambie



En collaboration avec ses partenaires nationaux dans chaque pays, Afrobaromètre est une entreprise conjointe de quatre institutions : le Centre ghanéen pour le développement démocratique (CDD-Ghana), l'Institut de recherche empirique en économie politique (IREEP)

¹ Botswana, Cape Vert, Ghana, Kenya, Lesotho, Malawi, Mali, Mozambique, Namibie, Nigeria, Sénégal, Afrique du Sud, Tanzanie, Uganda and Zambie